



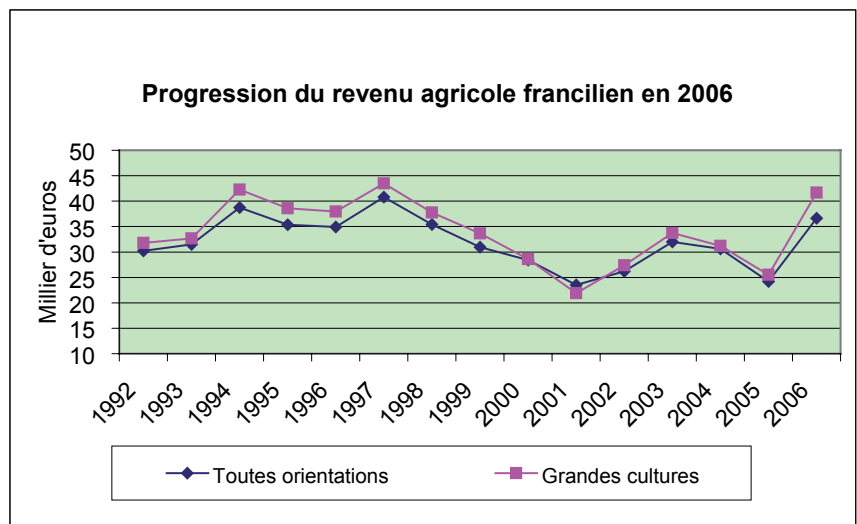
Réseau d'information comptable agricole

Une bonne année pour les revenus agricoles franciliens en 2006

En 2006, le revenu courant avant impôts des exploitations professionnelles d'Île-de-France progresse en moyenne de 37 % après deux années de baisse consécutives. Les prix bien orientés des produits agricoles ont favorisé l'augmentation du revenu des exploitations produisant des céréales et des oléoprotéagineux, activité dominante de la région. Les charges d'approvisionnement ont augmenté modérément et la trésorerie des exploitations s'est améliorée pour le secteur des Grandes cultures. Les dettes à long terme y ont progressé mais le taux d'endettement global est resté stable. Des disparités de revenus subsistent au sein des exploitations à dominante céréalière et oléagineuse. Les très grandes exploitations tirent mieux leur épingle du jeu et leur revenu demeure l'un des plus élevés, en comparaison des exploitations céréalières des autres régions de France.

Le revenu courant avant impôts des exploitations agricoles professionnelles d'Île-de-France (RCAI), s'établit à 47 000 €, contre 32 700 € pour le revenu national. Il progresse hors inflation de 37 % en 2006, après un recul de 25 % en 2005. Par unité de travail annuel non salariée, le RCAI s'élève à 37 000 €, en hausse de 38 % par rapport à 2005. Les cotisations sociales personnelles versées par l'exploitant (en moyenne 14 000 € par exploitation) sont à déduire du RCAI. Le niveau du revenu se situe en dessous de celui des années 1994 et 1997, niveaux les plus hauts atteints depuis la réforme de la PAC de 1992.

Cette progression du revenu reflète principalement celle des exploitations de Grandes cultures (Otex 15 cf. Encadré), qui représentent 85 % du nombre des exploitations agricoles professionnelles en Île-de-France. Le revenu de ces exploitations a progressé de 48 %. Elles ont bénéficié d'une bonne orientation des cours des céréales et des oléagineux, compensant la baisse des rendements dans un contexte de hausse modérée des charges d'approvisionnement et



Source : RICA Île-de-France 2006

OTEX : une classification statistique des exploitations

Les exploitations sont classées selon leur orientation technico-économique «OTEX». Les 4/5^{èmes} des exploitations de «Grandes cultures» d'Île-de-France (Otex 15) comprennent les exploitations fortement spécialisées en céréales (blé tendre, orge, maïs), oléagineux (colza, tournesol) et protéagineux (pois, féveroles) (Otex 13), ainsi que les exploitations de Grandes cultures qui consacrent une plus grande partie de leur superficie à la culture de la betterave sucrière, des pommes de terre et des légumes hors maraîchage (Otex 14). Les exploitations de Grandes cultures peuvent également intégrer des activités d'élevage (bovins lait, bovins viande). La moitié des vaches allaitantes sont ainsi en exploitation de grandes cultures (Otex 15)

Soldes intermédiaires de gestion

Valeurs moyennes par exploitation selon les orientations en 2006

	Grandes cultures		dont Céréales et oléoprotéagineux	
	Montant (€)	Evol. 2006/2005 en % (1)	Montant (€)	Evol. 2006/2005 en % (2)
Production de l'exercice nette des achats d'animaux	176 152	15,4	136 740	10,4
+ rabais, remises, ristournes obtenus	1 269	-18,2	1 273	-0,7
- charges d'approvisionnement, autres achats et charges externes (n c fermages)	107 561	3,7	94 783	0,3
= valeur ajoutée	69 860	36,7	43 230	39,2
+ subventions d'exploitation	58 878	4,0	60 924	-0,5
+ indemnités d'assurance	1 455	-33,8	1 587	-40,2
- fermages, impôts et taxes, charges de personnel*	36 956	5,5	28 648	-3,4
= excédent brut d'exploitation (EBE)	93 238	25,9	77 093	19,3
+ transferts de charges	1 856	4,6	1 770	-6,7
- dotations aux amortissements (d)	37 296	6,9	32 150	-3,6
= résultat d'exploitation	57 797	41,6	46 713	39,6
+ produits financiers	659	29,4	680	38,0
-charges financières	5 799	-0,3	5 239	-3,8
= résultat courant avant impôts (RCAI)	52 656	48,4	42 254	47,2
+ plus ou moins value sur cession d'actifs immobilisés (b)	11 972	49,2	14 454	75,4
+ quote-part des subventions d'investissement affectée à l'exercice (c)	596	-0,2	196	5,7
+ profits et charges exceptionnels	43	-91,3	51	-80,6
= résultat de l'exercice (a)	65 267	45,6	56 855	52,1
Capacité d'autofinancement (a)+(d)-(b)-(c)	89 995	26,4	74 355	19,8
Valeur ajoutée par UTA totales (Unité de Travail Année)	37 836	34,1	27 227	38,1
RCAI par UTANS (Unité de travail non salarié)	41 684	47,9	34 599	46,6
Charges sociales de l'exploitant	14 482	6,2	11 081	-3,8

Source : RICA Île-de-France 2006

Les charges courantes

	Grandes cultures			dont Céréales et oléoprotéagineux		
	Montant (k€)	Evol.	Structure en 2006 (%)	Montant (k€)	Evol.	Structure en 2006 (%)
		2006/2005 en % (1)			2006/2005 en % (2)	
I- Charges d'exploitation	181,8	4,6	96,9	155,6	-1,4	96,8
Approvisionnements	65,3	1,4	34,8	58,6	-1,1	36,4
Engrais et amendements	21,9	4,6	11,7	21,8	1,9	13,6
Semences et plants	11,1	11,3	5,9	6,6	-5,0	4,1
Produits phytosanitaires	21,4	-1,8	11,4	20,7	-6,9	12,9
Aliments concentrés et grossiers	0,7	-2,9	0,4	0,7	-6,7	0,4
Produits vétérinaires et fournitures	2,3	-36,7	1,2	1,1	-4,3	0,7
Carburants, combustibles et lubrifiants stockés	7,8	10,5	4,2	7,5	13,5	4,7
Autres charges d'exploitation	116,5	6,5	62,1	97,0	-1,5	60,3
dont : Travaux pour cultures et élevages	8,0	24,2	4,3	6,2	-0,6	3,9
Loyers et fermages	21,6	6,6	11,5	18,0	-4,6	11,2
Entretien des bâtiments et du matériel	10,3	-9,0	5,5	8,5	-5,3	5,3
Assurances	6,6	-0,1	3,5	6,5	-1,3	4,0
Charges de personnel*	12,7	8,6	6,8	8,1	5,6	5,0
Impôts et taxes	2,7	-17,9	1,4	2,6	-23,5	1,6
Amortissements	37,3	6,9	19,9	32,2	-3,6	20,0
Energie non stockée	2,5	16,2	1,3	1,9	3,7	1,2
II-Charges financières	5,8	-0,3	3,1	5,2	-3,8	3,2
Charges financières à long ou moyen terme	4,2	7,5	2,3	3,5	-4,9	2,2
Charges financières à court terme	1,6	-18,8	0,8	1,7	-1,0	1,1
I + II Charges courantes	187,6	4,5	100,0	160,8	-1,5	100,0

(1) à échantillon constant et en valeur réelle, déflatée par l'indice du prix du PIB

Source : RICA Île-de-France 2006

(2) à échantillon constant dans l'Otex 13 en valeur réelle, déflatée par l'indice du prix du PIB

(*) hors charges sociales de l'exploitant (cotisations sociales personnelles)

favorisant une amélioration de leur trésorerie.

Hausse modérée des charges d'approvisionnement pour les exploitations de Grandes cultures

Les charges d'approvisionnement représentent en moyenne 35 % des charges courantes des exploitations de Grandes cultures. Elles ont progressé modérément (1 %). La hausse des dépenses en engrais, semences et énergie a été soutenue en raison de l'augmentation des prix. Les charges des produits phytosanitaires ont en revanche diminué (2 %) ainsi que celles du poste fournitures. La hausse des autres charges d'exploitation (62 % des charges courantes) a été en revanche plus soutenue (7 %). Seules les charges d'entretien des bâtiments et du matériel ont fortement reculé (- 9 %). Les charges financières, qui représentent 2 % des charges courantes de l'exploitation sont restées quasiment stables. Les charges liées aux dettes à court terme se sont contractées (- 19 %), celles liées aux dettes à long et moyen terme ont en revanche progressé de 8 %.

Les subventions d'exploitation se sont élevées en moyenne à 59 000 €, en augmentation de 4 % par rapport à 2005. Sans ces aides, le RCAI s'inscrirait en négatif à - 6 200 €. L'année 2006 a initialisé la mise en place du système des DPU et du découplage

des aides (cf. Encadré page 4). Près des trois-quarts des subventions ont été versées au titre de la prime unique en 2006, soit 43 500 € en moyenne par exploitation. Un peu plus d'un cinquième des subventions versées en Île-de-France aux exploitations de Grandes cultures correspond aux aides couplées végétales, 1 % aux aides couplées animales et 4 % aux aides agro-environnementales.

En 2006, l'excédent brut d'exploitation (subventions comprises) représente 39 % du produit brut, soit 6 points de plus que l'an dernier. Sans les subventions, ce taux n'atteindrait que 14 %.

Amélioration de la trésorerie des exploitations de Grandes cultures

L'année 2006 a permis de dégager une capacité d'autofinancement de 90 000 €, en hausse de 26 % par rapport à 2005. L'investissement dans les exploitations agricoles s'est traduit en moyenne par une progression des nouvelles acquisitions (+ 6 %), liées à celles du matériel et de l'outillage. Les cessions d'immobilisations ont été importantes. En 2006, elles représentent en valeur 44 % de celle des acquisitions. Les prélèvements privés ont augmenté de 29 % ainsi que les nouvelles dettes financières (+ 27 %). La variation du fonds de roulement net se redresse pour s'établir à 20 000 € contre - 4 500 € en 2005. La variation du besoin en fonds de

roulement s'élève à 15 000 € laissant une variation de trésorerie nette positive de 4 000 € à la fin de l'exercice. Cette dernière s'inscrivait en négatif en 2005 à - 4 700 €.

Progression des dettes à long terme en Grandes cultures

Les actifs immobilisés représentent les 2/3 des biens détenus par l'exploitation, soit 278 000 € en moyenne par exploitation, le dernier tiers correspondant aux actifs dits circulants (stocks, créances, liquidités disponibles en banque). Le matériel et l'outillage représentent près d'un tiers des actifs immobilisés. Les terres et les aménagements de terrains d'une part, les constructions et installations spécialisées d'autre part, en représentent chacun environ 20 %. Le montant des capitaux propres s'élève à 244 000 € en moyenne et les dettes à 171 000 €. Deux tiers des dettes sont consacrées au long et au moyen terme. Elles progressent de 7 % en valeur réelle. Le taux d'endettement reste stable par rapport à 2005 (41 %).

Des disparités de revenus au sein du secteur céréalier (OTEX 13)

Le RCAI francilien par actif non salarié des exploitations spécialisées⁽¹⁾, atteint 35 000 €, en augmentation de 47 %. Les charges d'exploitation, exception faite des charges d'engrais et de l'énergie, se sont légèrement réduites (- 1 %). Les charges financières se sont davantage contractées que pour l'ensemble Grandes cultures. La progression des charges d'engrais y a été moins forte. Les charges de semences et plants ont reculé ainsi que celles des produits phytosanitaires. Un quart des exploitations ne voient pas leur RCAI par actif dépasser la barre des 15 000 € tandis qu'un quart atteint ou dépasse 50 000 €. Les écarts de revenus se sont accentués en 2006 par rapport à 2005 et 2004. Mais il avait atteint des niveaux équivalents en 2003 (année de flambée des prix, consécutive à la sécheresse) et des niveaux bien supérieurs au cours des années 90.

¹ Exploitation en Otex 13 à la fois en 2005 et en 2006.

Bilan de clôture de l'exercice en 2006 pour les Grandes cultures

Valeur moyenne par exploitation en milliers d'euros

Actif immobilisé	278	Capitaux propres	244
Terrains (y c. terrains forestiers)	52	Situation nette	240
Aménagements de terrains	5	Subventions d'investissement	4
Constructions	33		
Installations spécialisées	14	Ensemble des dettes	171
Matériel et outillage	90	Dettes à long et à moyen terme	117
Autres immobilisations	84	Emprunts à court terme	2
		Autres dettes financières à moins d'un an	12
Actif circulant	136	Dettes auprès des tiers	41
Stocks et en-cours	72		
Valeurs réalisables (1)	47	Régularisation passif	0
Valeurs disponibles (2)	17		
Régularisation actif	2		
Total actif	415	Total passif	415

Source : RICA Île-de-France 2006

(1) Valeurs réalisables : avances et acomptes versés + clients + créances sociales + Etat + autres créances

(2) Valeurs disponibles : Banques + chèques postaux + intérêts à recevoir + caisse et titres de placements

Les grandes exploitations céréalières d'Île-de-France tirent bien leur épingle du jeu

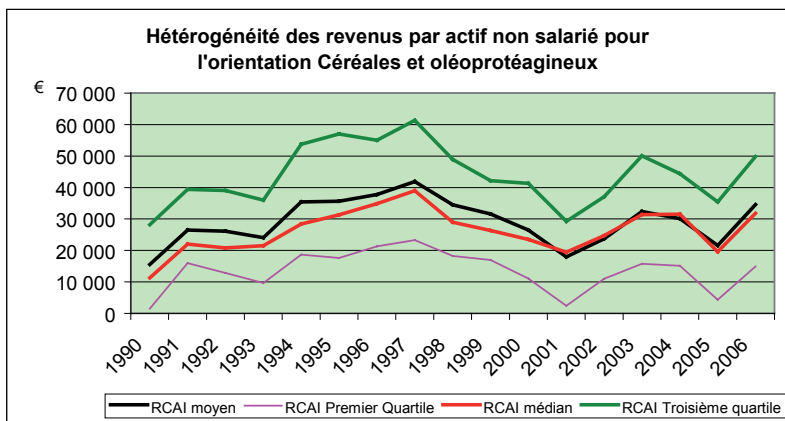
Si le revenu par actif non salarié des grandes exploitations (taille supérieure à 150 hectares équivalent-blé) a atteint 42 000 € en moyenne, celui des exploitations moyennes (taille comprise entre 60 et 150 hectares équivalent-blé) ne dépasse pas 24 000 €. Les subventions représentent 144 % du RCAI aussi bien pour les grandes exploitations que pour les exploitations moyennes. Les taux d'endet-

tement sont proches (36% pour les exploitations moyennes et 35 % pour les grandes exploitations).

L'investissement total (acquisitions moins cessions) s'inscrit en positif en 2006 pour les grandes exploitations d'Île-de-France alors que les exploitations moyennes ont été amenées à décapitaliser, en vendant des actifs au cours de l'année 2006, et notamment dans le domaine foncier.

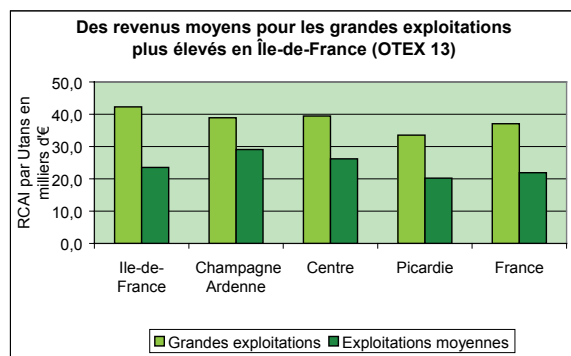
Le RCAI francilien par actif non salarié des grandes exploitations principalement spécialisées en céréales

et oléoprotéagineux est supérieur à celui des autres régions limitrophes à forte vocation céréalière (Champagne-Ardenne, Picardie, Centre). Celui des exploitations moyennes se trouve en revanche inférieur au revenu des régions Champagne-Ardenne et Centre. Le taux d'endettement est aussi bien inférieur à celui des autres régions céréalières, pour les grandes exploitations, ce qui n'est pas le cas pour les exploitations moyennes.



Lecture : revenu médian : 50 % des exploitations perçoivent un revenu supérieur et 50 % un revenu inférieur à ce revenu médian ; revenu Premier quartile : 25 % des exploitations perçoivent un RCAI inférieur à ce revenu ; revenu Troisième quartile : 25 % des exploitations perçoivent un RCAI supérieur à ce revenu.

Source : RICA Île-de-France 2006



Source : RICA Île-de-France 2006

L'échantillon RICA Île-de-France : 174 exploitations

Qu'est-ce que le RICA ?

Le RICA (Réseau d'information comptable agricole) est une enquête par quota réalisée en France métropolitaine auprès d'environ 7400 exploitations agricoles. Le RICA porte sur les exploitations professionnelles, c'est à dire celles qui atteignent une dimension économique minimale (soit 12 hectares équivalent-blé) et emploient au moins 0,75 unité de travail annuel (UTA).

En 2006, l'échantillon de la région Île-de-France comprend 174 exploitations, représentatives de 3 712 exploitations franciliennes. Les résultats ne sont édités que si le nombre d'unités présentes est au moins égal à 30 dans l'échantillon pour chaque OTEX au niveau régional. De ce fait, seules les données concernant les résultats « Toutes orientations confondues », « Grandes cultures » (Otex 15= Otex 13 + Otex 14) et « Céréales et oléoprotéagineux (Otex 13) » sont publiés. Les données sont des valeurs moyennes par exploitation. Les évolutions sont calculées en valeur réelle, c'est à dire déflatées de l'indice de prix du PIB et sur la base d'un échantillon constant.

Valeur moyenne par exploitation en Île-de-France	Exploitations toutes orientations			Grandes cultures			dont Céréales et oléoprotéagineux		
	Toutes tailles	Grandes	Moyennes	Toutes tailles	Grandes	Moyennes	Toutes tailles	Grandes	Moyennes
Surface agricole utile (SAU) en ha	137	186	86	156	199	97	157	202	100
Unité de travail annuel (UTA)	2,45	2,55	2,29	1,84	2,14	1,29	1,58	1,88	1,21
Unité de travail annuel non salarié (UTANS)	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Production de l'exercice (milliers d'€)	213	251	174	176	234	88	137	178	84

Grandes : taille de l'exploitation supérieure à 150 hectares équivalent-blé

Source : RICA Île-de-France

Moyennes : taille de l'exploitation comprise entre 60 et 150 hectares équivalent-blé

Réforme des aides

DPU : La réforme de la PAC a introduit le principe du découplage des aides directes liées à la surface et aux cheptels. Depuis 2006, le découplage s'applique en France. Deux types d'aides sont en vigueur : des aides toujours couplées à la production et l'aide découplée. L'aide découplée est fondée sur un dispositif de droits à paiement unique (DPU).

Pour en savoir plus :

- Résultats économiques des exploitations agricoles en 2006 RICA Agreste Les dossiers n° 2 septembre 2008
- RICA en poche Île-de-France
[http://driaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/chiffres_et_publications_\(donnees_economiques_agricoles\)](http://driaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/chiffres_et_publications_(donnees_economiques_agricoles))

Direction régionale et interdépartementale de l'agriculture et de la forêt (Driaf)
Adresse : 18, avenue Carnot 94234 Cachan
Service régional de l'information statistique et économique (Srise)
Tél. : 01 41 24 17 46
srise.driaf-ile-de-france@agriculture.gouv.fr

Directeur : Philippe Mauguin
Directeur de la publication : Yves Guy
Rédactrice en chef : Rose-Marie Molitor
Rédaction : Sylvie Bernadet
Composition : Alexandre Grenier
Muriel Odonnet
ISSN : 0246 - 1803